

ARRÊTÉ

Arrêté n° : SL/ST/2024/ 354

Interdiction de stationnement,
Occupation du domaine public,
Restriction de circulation,

Du lundi 22 Juillet 2024,
Au vendredi 09 Aout 2024,

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Pénal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et
notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route,

CONSIDERANT qu'en raison de travaux
d'extension BTA, par l'entreprise MARRON-TP, il
est nécessaire d'occuper les emprises, d'interdire
le stationnement et de restreindre la circulation, au
droit de l'Avenue du Général de Gaulle.

ARRÊTONS

Article 1 : Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et considéré comme gênant, au droit de l'Avenue du Général de Gaulle, du lundi 22 Juillet 2024 au vendredi 09 Aout 2024.

Article 2 : L'entreprise MARRON-TP est autorisée à intervenir sur le domaine public, au droit de l'Avenue du Général de Gaulle, du lundi 22 Juillet 2024 au vendredi 09 Aout 2024.

Article 3 : La circulation des véhicules de toute nature sera restreinte par demi chaussée en circulation alternée par feux ou manuel k10, au droit de l'Avenue du Général de Gaulle, du lundi 22 Juillet 2024 au vendredi 09 Aout 2024.

Article 4 : L'entreprise se conformera aux prescriptions du manuel du chef de chantier pour la mise en place de son balisage et aux prescriptions techniques formulées.

Article 5 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

Article 6 : L'entreprise est responsable de la mise en place et du maintien de tout le balisage adéquat durant le chantier.

Article 7 : **Les panneaux de stationnement interdit (7 jours avant le début du chantier), de restriction de circulation et de déviation piétons seront mis en place par l'entreprise.**

Article 8 : Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9 : L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérécourse citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Article 10 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
 - Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
 - Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis
- et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le 18 JUL. 2024



Le Maire,
Pour le Maire,
Et par Délégation,

Daniel GUEDRAS
4^{ème} Adjoint au Maire